# TABLE DES MATIÈRES

**Préface** ..... 7

**Remerciements** ..... 9

**Sommaire** ..... 13

**Sigles et abréviations** ..... 15

**Introduction** ..... 17

**PARTIE 1**
**LA PROBLÉMATIQUE DES NORMES :**
**LES TRANSFORMATIONS DU DROIT INTERNATIONAL**
**DE LA SÉCURITÉ DANS LES TRANSPORTS MARITIMES**

**TITRE 1 – La sécurité dans les transports maritimes comme terreau d'une réglementation hybride** ..... 31

**Chapitre 1 –** Un droit de réaction face à la perte des repères classiques de l'industrie du transport maritime ..... 33

Section 1 : La fin du concert des nations maritimes et le développement de la concurrence entre pavillons ..... 33

§1. De la mise en place de la concurrence entre États au développement de l'immatriculation de complaisance ..... 33

A. Les changements politico-économiques du XXe siècle au fondement des rapports concurrentiels entre États ..... 34

1. Le mouvement de décolonisation et la chute de l'URSS ..... 34
2. Le ralentissement économique des années 1980 ..... 35

B. Du principe de libre immatriculation à la complaisance ..... 36

1. La libre immatriculation : un principe du droit de la mer ..... 37
2. Des raisons historiques du transfert d'immatriculation à la création de registres sur mesure ..... 39

§2. Les pavillons de complaisance : une concurrence difficilement résistible pour les pavillons traditionnels ..... 40

A. Des pratiques contrevenant aux principes fondamentaux de la plupart des nations maritimes ..... 40

B. Les registres secondaires : aux limites de la complaisance ? ..... 42

1. L'épopée des TAAF : « Kerguelen ou la république des manchots » ..... 43
2. Le registre international : la complaisance les mains propres ? ..... 47

§3. L'intervention d'un nouvel acteur : la société de manning ..... 52

A. Le recours aux sociétés de manning : la pratique des armateurs ..... 52

B. Des conventions internationales peu armées ..... 55

Section 2 : Une construction du droit *au coup par coup* ..... 57
§1. Les accidents maritimes à l'origine du droit international de la sécurité maritime ..... 57
§2. L'élément humain reconnu tardivement par l'OMI comme condition de la sécurité maritime ..... 61
A. L'élément humain, notion complexe ..... 61
B. L'élément humain tardivement reconnu par le droit international de la sécurité maritime..... 63

**Chapitre 2 – Naissance d'un droit réglementation atypique de la sécurité du transport maritime** ..... 67
Section 1 : Influence générale de la norme technique sur la norme juridique classique ..... 67
§1. Les fondements de la distinction entre norme technique et norme juridique remis en cause par l'évolution des systèmes normatifs ... 68
A. Les critères de la distinction ..... 68
B. L'effritement des distinctions entre normes juridiques et techniques dans le droit postmoderne..... 70
§2. Le droit contemporain : une juridicisation évidente des normes techniques..... 72
A. La formalisation juridique des normes techniques ..... 72
B. L'impact juridique des normes techniques à travers l'œuvre du juge ..... 73
1. Normes d'application volontaire et responsabilité ..... 74
2. Normes obligatoires et responsabilité..... 75
Section 2 : Dépassement des critères de distinction en droit international de la sécurité dans les transports maritimes : juridicisation/ juridification des normes techniques ..... 76
§1. L'exemple du code ISM ..... 76
A. Un texte issu du « droit mou »..... 77
B. Une norme technique devenue juridiquement contraignante .... 78
1. Des liens évidents entre le code ISM et les normes ISO ..... 78
2. Le code ISM : un référentiel technique utilisé par le juge..... 81
§2. L'exemple des conventions STCW et du travail maritime ..... 83
A. Des conventions nées d'une négociation tripartite ..... 83
B. Un traitement juridique innovant des questions humaines : de l'association du technique et du juridique ..... 84
1. La convention STCW-95 ..... 84
2. La convention du travail maritime..... 85
§3. Les normes privées : un complément du droit de la sécurité dans les transports maritimes ..... 89

**TITRE 2 – La certification : nouvelle appréhension des problématiques humaines en matière de sécurité dans les transports maritimes** ..... 93

**Chapitre 1 –** La certification de conformité : assurer l'efficacité du droit international ..... 95
Section 1 : La certification de la qualification des gens de mer ..... 95
§1. La nécessité d'un titre de formation pour l'accès à une profession réglementée particulière ..... 95

§2. L'innovation apportée par la convention STCW : une certification à reconnaissance internationale ? ..... 98
§3. L'adaptation communautaire de la convention STCW : entre renforcement des exigences et adaptation aux données de l'Union ..... 103
A. La traduction communautaire de la convention STCW, prétexte à l'augmentation du niveau d'exigence ..... 104
1. Renforcement des contrôles par l'État du port ..... 104
2. La reconnaissance des brevets des États tiers : une procédure encadrée ..... 107
B. La reconnaissance des brevets entre États membres : une exigence communautaire ..... 109
Section 2 : Les certifications relatives aux conditions de travail des gens de mer ..... 115
§1. La certification du travail maritime : la nouveauté apportée par la convention OIT 2006 ..... 115
A. Les exigences de la convention en matière de certification..... 116
B. Intégration de la convention dans le droit communautaire..... 119
§2. Une certification des effectifs à bord ?..... 121
A. La suffisance des effectifs à bord : un enjeu sécuritaire. ..... 122
B. La gestion des heures de travail et de repos..... 124
1. La réglementation internationale de la durée du travail maritime ..... 125
2. Le droit communautaire relatif à l'organisation du travail ... 127
3. Le droit national français relatif à la durée du travail dans les transports maritimes ..... 129
C. La détermination des effectifs..... 132
D. Vers une certification des effectifs ?..... 135

**Chapitre 2 –** Le concept de gestion de la qualité et le système d'assurance qualité : influence de la norme volontaire sur le droit de la sécurité du transport maritime..... 139
Section préliminaire : La gestion de la qualité et le système d'assurance qualité..... 139
Section 1 : Certification des organismes de formation maritime : l'assurance qualité d'un service ..... 143
§1. Les exigences de la convention STCW : normes de qualité et formation maritime ..... 143
§2. Impact des exigences de la convention STCW : la gestion de la qualité dans la formation maritime française..... 145
A. L'enseignement maritime français : une structure forte d'une histoire ancienne ..... 145
1. Les hommes de mer et l'examen de leurs compétences ..... 145
a) Le capitaine..... 145
b) Le pilote..... 148
c) Les matelots, mousses et novices ..... 150
2. Le système de formation et la figure du professeur d'hydrographie ..... 151
B. Structure et fonctionnement de l'enseignement maritime français..... 154

1. Organisation de l'enseignement maritime français à la rentrée 2009 ..... 155
2. L'avenir de l'enseignement supérieur maritime français ..... 159
3. La délivrance des titres : une normalisation de la certification professionnelle maritime ..... 165
4. L'accès aux emplois maritimes par la VAE ..... 171
C. La démarche qualité dans l'enseignement maritime français .. 173
Section 2 : Adaptation du concept d'assurance qualité dans les sociétés d'armement maritime : le code ISM et l'« assurance sécurité » ..... 176
§1. Genèse du code ISM ..... 176
§2. La lutte contre les défaillances du système organisationnel armatorial : vers une réflexion sécuritaire globale ..... 178
Conclusion ..... 183

**PARTIE 2**
**LA PROBLÉMATIQUE DES CONTRÔLES :**
**DE NOUVEAUX OUTILS AU SERVICE DU DROIT INTERNATIONAL DE LA SÉCURITÉ DANS LES TRANSPORTS MARITIMES**

**TITRE 1 – Les états : premiers contrôleurs de l'application du droit international** ..... 189

**Chapitre 1 –** le rôle de l'état : naissance et amplification du contrôle de l'état du port ..... 191
Section 1 : Le développement des registres de complaisance et la fin de la prépondérance de l'État du pavillon ..... 191
§1. Des États du pavillon peu impliqués dans la sécurité du transport maritime ..... 192
A. L'État du pavillon : premier responsable de l'application de la réglementation internationale ..... 192
B. Les pavillons de complaisance : vers la déliquescence du pavillon ..... 195
§2. Effritement du rôle prépondérant de l'État du pavillon dans la mise en œuvre des conventions internationales ..... 198
A. Passage d'une logique d'État du pavillon à celle d'État du port ..... 198
B. Intervention de plus en plus prégnante de l'État du port ..... 199
Section 2 : Le côtiérisme concerté de certains États du port ..... 200
§1. La recherche extensive de protection par les États côtiers ..... 201
A. La zone économique exclusive au centre des attentions des États côtiers ..... 201
B. La mer territoriale ..... 204
C. Les eaux intérieures ..... 205
§2. La pratique des mémorandums d'entente des États du port ..... 208
A. Le principe d'une action concertée et ciblée : l'exemple du MoU de Paris ..... 208
B. MoU de Paris et droit communautaire : dépasser la nature juridique de *soft law* ..... 210
C. MoU et prise en compte de l'élément humain ..... 214

Section 3 : Une capacité de contrôle social des États du port encore limitée ..... 216
§1. Faiblesse du taux de contrôle de l'État du port ..... 216
A. Les fondements à l'action de l'État de l'État du port en matière de contrôle social ..... 216
B. La faiblesse des contrôles à caractère social en pratique..... 219
§2. Difficultés de mise en place de contrôles sociaux : l'exemple de l'inspection du travail maritime française ..... 220

**Chapitre 2 –** Recours accru à la certification : risque de développement d'un clientélisme étatique ..... 225
Section 1 : L'organisation du contrôle des organismes chargés des certifications ..... 225
§1. Le développement et le contrôle des activités des sociétés de classification ..... 226
A. De la cotation à la certification : modification des activités des sociétés de classification ..... 226
B. Les modalités de délégation de tâches statutaires aux sociétés de classification ..... 230
1. La procédure d'agrément européen des sociétés de classification..... 231
2. L'habilitation nationale des sociétés de classification..... 236
3. Les accords entre administrations du pavillon et société de classification : le cas de la législation des États-Unis..... 239
§2. Le contrôle volontaire des sociétés de classification : la certification IACS..... 240
A. L'IACS : association de promotion de la qualité..... 240
B. La certification IACS : un système d'assurance qualité commun ..... 241
§3. Contrôle des organismes de certification de système qualité : l'accréditation..... 242
A. L'accréditation des organismes certificateurs en France..... 243
B. L'accréditation des organismes certificateurs dans le contexte européen..... 245
Section 2 : Influence de la délégation sur le régime de responsabilité en cas d'accident..... 247
§1. La responsabilité des sociétés de classification agissant en vertu d'une délégation étatique..... 247
§2. Alourdissement de la responsabilité de la société de classification dans le cadre de ses attributions privées..... 250
A. Les responsabilités civiles des sociétés de classification ..... 251
1. Une conception jurisprudentielle de la responsabilité civile contractuelle des sociétés de classification assez restrictive ..... 251
a) À l'égard de l'armateur..... 251
α) Effets limités des relations contractuelles établies par les sociétés de classification dans la jurisprudence américaine ..... 251

β) La jurisprudence française : une responsabilité contractuelle des sociétés de classification fondée sur le non-respect du règlement de classification..... 252
b) Envers le chantier naval ..... 253
2. La responsabilité civile extracontractuelle des sociétés de classification..... 254
a) La jurisprudence anglo-américaine ..... 254
b) La jurisprudence allemande..... 255
c) La jurisprudence française ..... 256
B. L'alourdissement progressif de la responsabilité pénale des sociétés de classification ..... 257
1. L'affaire du *Cap de la Hague* ..... 257
2. L'affaire du *Number One*..... 258
§3. La responsabilité des organismes de certification d'assurance qualité ..... 259
A. Nature juridique de la certification d'assurance qualité ..... 259
B. Action de certification et responsabilité ..... 264

**TITRE 2 – Le recours à des outils inédits pour un renouveau du droit de la sécurité maritime**..... 269

**Chapitre 1 –** L'audit des états membres de l'omi : tentative récente de contournement du problème de l'effectivité du droit de la sécurité maritime..... 271
Section 1 : Le programme d'audit de l'OMI et son pendant communautaire..... 271
§1. Le programme de l'OMI : une démarche innovante bien que facultative. ..... 271
A. Genèse du programme d'audit volontaire..... 271
B. Les ressorts d'un projet innovant..... 274
§2. La directive 2009/21/CE : un relais au programme de l'OMI ..... 276
A. L'audit de États membres de l'UE..... 276
B. Système de gestion de la qualité et évaluation interne ..... 277
Section 2 : Les États du pavillon dans une démarche qualité ? ..... 277

**Chapitre 2 –** Le développement d'une culture de la sécurité maritime par le biais d'outils de gestion ..... 279
Section 1 : La certification de conformité : un outil à double tranchant..... 279
§1. L'intérêt de la normalisation et de la certification de conformité : une harmonisation des pratiques ..... 280
A. Uniformité de l'application de la réglementation..... 280
1. L'exemple de la convention STCW : les certificats de compétence des gens de mer..... 280
2. L'exemple de la convention du travail maritime ..... 281
B. La convention du travail maritime et le développement du contrôle des conditions de travail et de vie à bord des navires en escale : vers une normalisation des contrôles .. 281
§2. Un risque d'application uniquement formelle des textes ..... 284
A. Le respect de la convention *a minima* : le revers de la certification de conformité..... 285

B. La fraude, une menace envers la certification : l'exemple des brevets des gens de mer ..... 286
1. La fraude dans le processus de certification ..... 286
2. La fraude relative au certificat lui-même ..... 287
3. L'organisation de la lutte contre la fraude ..... 288
Section 2 : Pour une approche intégrée de la sécurité maritime : de l'assurance de la qualité et de la sécurité en droit international ..... 292
§1. L'engagement de tous les acteurs de la sécurité maritime : vers une sécurité totale ? ..... 293
A. Gestion de la sécurité, de la qualité, certification : un phénomène global ..... 293
B. La pratique des bases de données communes : l'exemple d'Equasis ..... 295
§2. Promotion d'une cohérence d'ensemble ..... 297
A. Des textes divers œuvrant dans un but commun ..... 297
B. Le développement d'une culture de la sécurité maritime des acteurs de l'industrie maritime ..... 299
1. De l'approche systémique à la gestion des risques ..... 300
2. De la culture de la sécurité dans l'industrie maritime ..... 302

**Conclusion Générale** ..... 307

**Bibliographie** ..... 311

**Annexes** ..... 341

**Index alphabétique** ..... 395

**Table des matières** ..... 397